

Pour diffusion immédiate

Brossard, Saint-Bruno-de-Montarville et Saint-Lambert se préparent à sortir de l'agglomération de Longueuil

Saint-Lambert, le 16 mars 2017 – Les maires de Brossard, de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert, fort d'un sondage mené par CROP, constatent que les citoyens appuient fortement la campagne « On paie trop pour Longueuil » lancée en octobre dernier.

Une forte majorité, soit près de trois citoyens sur quatre, considère que la répartition des dépenses de l'agglomération de Longueuil est injuste et est en désaccord avec le fait que la Ville de Longueuil gère seule les taxes de l'agglomération.

Qui plus est, dans une proportion de 84 %, les répondants de ces villes liées sont en accord avec la tenue d'une consultation populaire afin de donner un mandat clair aux élus municipaux pour demander au gouvernement du Québec de sortir leur ville de l'agglomération de Longueuil.

« Ces résultats démontrent que nos demandes visant à réformer en profondeur l'agglomération de Longueuil sont largement appuyées par la population. Le gouvernement du Québec ne peut plus se cacher la tête dans le sable et doit accepter de réformer l'agglomération ou la démanteler », a déclaré le maire de Brossard, monsieur Paul Leduc.

En l'absence d'une volonté de légiférer à court terme de la part du gouvernement du Québec, les trois villes liées n'auront d'autres choix que de faire une consultation publique en utilisant tous les moyens démocratiques à la disposition des municipalités.

« Le sondage démontre clairement que les citoyennes et citoyens de nos villes sont prêts à nous suivre dans un plan de sortie de l'agglomération de Longueuil. Le déséquilibre fiscal et le déficit démocratique engendrés par Longueuil ont atteint une limite inacceptable », a affirmé le maire de Saint-Bruno-de-Montarville, monsieur Martin Murray.

Depuis 10 ans, l'agglomération de Longueuil souffre d'importantes lacunes en matière de gouvernance. Quant au volet financier, le rapport de l'économiste Robert Gagné de HEC Montréal publié en octobre dernier, est venu confirmer que le poids des dépenses de l'agglomération était largement disproportionné dans les villes reconstituées par rapport à ce qui est attribué à la Ville de Longueuil.

« Le poids abusif des quotes-parts vient étouffer notre capacité d'agir en tant que gouvernement de proximité et c'est d'autant plus vrai pour Saint-Lambert. Alors que le gouvernement du Québec souhaite valoriser ce rôle de proximité pour les municipalités, il omet de donner cette capacité aux villes reconstituées de l'agglomération de Longueuil. C'est inacceptable », a ajouté le maire de Saint-Lambert, monsieur Alain Dépatie.

Les trois maires déposeront à leurs conseils municipaux respectifs les résultats de l'enquête CROP et entreprendront les démarches nécessaires afin de lancer un processus démocratique pouvant mener à une sortie de l'agglomération de Longueuil.

En réaction à l'inaction du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, les maires interpellent le premier ministre du Québec. Ce dernier doit prendre les mesures qui s'imposent afin de mettre fin à une iniquité fiscale et un déficit démocratique affligeant les citoyens des villes reconstituées de l'agglomération de Longueuil.

– 30 –

Sources : Isabelle Lamy
Ville de Brossard
450 923-6311

Suzanne Le Blanc
Ville de Saint-Bruno
450 645-2903

Catherine Langevin
Ville de Saint-Lambert
450 466-3077